

La France est dans une situation économique intenable



Article rédigé par *Causeur*, le 16 juillet 2020

La crise est à peine terminée que la facture tombe déjà. Mais qui payera ? Les classes moyennes ? La dette magique ? Les grands industriels ? Une tribune de Jean Messiha.

La crise sera grave. Très grave. Le président de la République l'a admis lui-même le 2 juillet devant la presse quotidienne régionale. Les dizaines de milliards déversés sur les entreprises et les ménages (chômage partiel, plans sectoriels, abandons ou reports de charges selon les cas) ne sont pas durables. Car ils ne sont pas tenables. Il va bien falloir que cela s'arrête un jour. Non seulement nos déficits atteignent déjà des niveaux invraisemblables, mais de nombreuses mesures de revalorisation sectorielles sont en cours – personnels soignants, enseignants – et on ne voit pas pourquoi d'autres catégories sociales s'estimant lésées ne viendraient pas bientôt se joindre au cortège.

Une rentrée apocalyptique?

Les entreprises l'ont bien compris. Constatant une reprise molle de la consommation et de l'investissement, des altérations pérennes de modèle économique induites par des changements de comportement des consommateurs, elles alignent plans sociaux sur plans sociaux. Le secteur de la distribution a été le premier à tirer (La Halle, Célio, Camaieu, Orchestra-Prémaman, etc.). Mais le transport (Air France), l'industrie (Airbus et Renault et toute leurs chaînes de sous-traitance, de même que Nokia et tant d'autres) ne sont pas en reste. Une cascade, un Niagara d'emplois supprimés qui touchera des grands groupes mais aussi une myriade de TPE-PME qui meurent, elles, sans faire de bruits. Un désastre à venir. « *Une rentrée apocalyptique* » écrivait le 3 juillet Marc Landré patron du service économique du *Figaro*, quotidien qui n'est pas en opposition frontale à Jupiter.

Le nouveau gouvernement prépare un plan de relance, paraît-il fortement axé sur la transition écologique, et devrait conditionner un modeste effort en faveur de l'industrie à une forte baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 pour un secteur qui en émet 22% du total. Le chômage explose, des millions de familles vont se retrouver dans une souffrance sociale inouïe, nos déficits atteignent des sommets himalayens ; mais sous la pression des « Verts », la priorité ce sont les gaz à effets de serre dont nous sommes à l'échelle européenne un assez modeste contributeur par tête d'habitant.

[Lire l'intégralité de l'article dans Causeur](#)